

encore une fois de plus de 50 pour cent pour représenter en moyenne 425 millions \$ par année.

Je sais que les dépenses pour cette année se situent dans les 500 millions de dollars. Et je reconnais que, pour des raisons de restrictions budgétaires, la période de financement a été portée de cinq ans à un peu moins de sept ans.

Les contraintes à court terme sur les budgets des agences régionales influenceront la mesure dans laquelle de nouveaux engagements financiers pourront être pris pour l'année prochaine. Et ces crédits pourraient ne pas combler les attentes régionales sur le court terme.

Mais il reste que le gouvernement a maintenu et même sensiblement accru les crédits qui seront affectés au développement régional dans les cinq prochaines années. Nous en sommes fiers.

Et nous ne nous excusons pas de demander que les programmes de développement régional portent leur part du fardeau à assumer pour contrôler notre déficit et la dette nationale. La raison en est simple.

Si nous ne réussissons pas à contrôler le déficit fédéral et que les moyens d'action du gouvernement fédéral sont davantage limités par d'énormes remboursements au titre du service de la dette, il y aura alors nécessairement bien moins d'argent à consacrer au développement régional et aux programmes sociaux qui sont si essentiels à notre bien-être collectif.

Et comme nous du Canada atlantique ne le savons que trop bien, nous serons les premiers à souffrir et les derniers à nous remettre d'une détérioration sensible de l'économie. La gestion financière responsable de notre gouvernement a contribué de façon essentielle à maintenir une économie dynamique et créatrice d'emplois.

Notre gouvernement a fait beaucoup pour garantir l'avenir économique du Canada atlantique.

Les accords sur l'énergie conclus avec Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse garantissent que nos populations recevront leur pleine part des avantages de la mise en valeur des ressources offshore.

Lorsque le nettoyage du port de Halifax a été proposé comme nécessité économique et environnementale, le gouvernement Mulroney était présent.

Lorsque Saint John Shipyards a tenté d'obtenir l'un des plus gros marchés jamais adjugés au Canada, le gouvernement Mulroney était présent.